

## Sommaire

**Education : une politique ALLEGREment libérale :**  
Michel Galin, pages 2 et 3

**Deux crocodiles dans le même marigot :** Amaury  
Couderc, page 3

**Le 3 décembre, l'Essonne passe à l'ATTAC ! :**  
Philippe Nekrouf, pages 3 et 4

**Une campagne des européennes à gauche, socialiste  
et démocratique :** Bernard Fischer, page 5

**Le pays des hommes sans droit :** Gérard Morlier,  
pages 5 et 6

**Têtes à claques :** Amaury Couderc, page 6

**Campagne pour le droit au retour des palestiniens,**  
page 6

**Irak : le scandale de l'embargo continué :** Michel  
Goffin, page 7

**Appel à solidarité :** Michelle Dospital, page 8

**Appel à soutien financier,** page 8

# RASSEMBLER

# À

# GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR  
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

# R.A.G

LE CLOS BOISSY-S-T-YON 91790

CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

### Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR  
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts  
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front  
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste  
Françoise Deson  
Jean Deson, militant des Verts  
Michelle Dospital, militante associative  
Robert Duguet, militant socialiste progressiste  
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)  
Bernard Fischer, militant associatif  
Michel Galin, militant syndical  
Gérard Grandamme  
Serge Guichard, militant du PCF  
Vincent Huet, militant de la LCR  
Sylvie Mayer, militante du PCF  
Roland Mérieux, militant Alternatif  
Gérard Morlier, militant associatif  
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste  
Jean Sanchez, militant AREV

N° 98 novembre 1998  
7è année de parution

Commission paritaire des  
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien  
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

## ÉDUCATION : UNE POLITIQUE ALLEGREMENT LIBÉRALE

par Michel Galin (enseignant, responsable syndical départemental dans l'Essonne)

Le gouvernement de la gauche plurielle a-t-il une politique éducative ? Si l'on se contente de relever les déclarations des ministres on peut en douter.

Prétendre comme Claude ALLEGRE que les profs sont conservateurs, qu'ils touchent des heures supplémentaires qu'ils ne feraient pas (c'est faux évidemment<sup>1</sup>), dénoncer l'absentéisme des enseignants en s'appuyant sur des chiffres fantaisistes, tout cela passe mieux dans l'opinion qu'affirmer le renoncement à la démocratisation du service public. S'étendre sans fin comme Ségolène ROYAL sur le bizutage, le poids des cartables ou la pédophilie (problèmes qui, bien sûr, doivent être traités) est plus facile que s'attaquer réellement à l'échec scolaire.

Cependant les différents chantiers mis en œuvre ont une cohérence que les propos ministériels ne doivent pas masquer. La politique éducative du gouvernement Jospin s'insère aussi dans la construction de l'Europe libérale. Gel de l'emploi public pour satisfaire au traité de Maastricht et au pacte d'Amsterdam, transformation des services publics en services universels - pour employer la terminologie de la commission de Bruxelles - sont les critères principaux qui guident l'action de Claude Allègre et Ségolène Royal.

De nombreux services publics (télécommunications, les transports, l'énergie et la santé) ont déjà été bien malmenés depuis plus de 10 ans ; c'est maintenant au tour de l'école.

Faire rentrer la formation dans la sphère des activités marchandes est l'objectif des libéraux. L'école peut-elle être rentable ? Oui répondent Claude Allègre<sup>2</sup>, Alain Madelin, les industriels européens<sup>3</sup> et la commission de Bruxelles !

### • Le gel de l'emploi public.

Cette réalité est sans doute bien connue de nos lecteurs. Les critères de

Maastricht imposent un déficit des dépenses publiques de 3%. La diminution du nombre de fonctionnaires permet de baisser le déficit. Il n'est donc pas question, même s'il y a besoin social, de recruter des enseignants mais aussi des infirmières, des assistantes sociales, des personnels pour l'entretien et les services dans l'Éducation Nationale.

Le gouvernement s'abrite derrière une baisse de la démographie scolaire, pour justifier la stagnation des effectifs enseignants. Il affiche même une augmentation des postes ; en réalité dans le budget 99, s'il y a une augmentation dans le supérieur, il y a une stagnation dans le second degré<sup>4</sup> et une baisse dans les écoles primaires. Cependant l'augmentation rapide, au cours des 10 dernières années, des effectifs dans le secondaire (surtout les lycées) et le supérieur s'est faite à moyens quasi constants (en % du PIB). Si baisse des effectifs il y a, ce qui reste à prouver, pourquoi ne pas l'utiliser pour améliorer le taux d'encadrement des élèves ? Reconnaisant enfin, sous la pression des lycéens, l'impossibilité d'apprendre dans des classes surchargées le ministre a la réponse dans sa réforme des lycées. Puisqu'il n'est pas possible d'augmenter les effectifs des classes, et comme la politique économique du gouvernement interdit le recrutement de fonctionnaires, il prévoit de diminuer dès l'année prochaine, le nombre d'heures d'enseignement reçu par chaque élève...

Le gel de l'emploi public amène ainsi à la diminution des enseignements et à la qualité de la formation. Il a aussi d'autres effets sur le service public d'éducation. Par un biais autre que l'enseignement, il permet aussi d'introduire les entreprises privées au sein même de l'enseignement public ; cantines privées, sociétés d'entretien remplacent des ATOSS (fonctionnaires

ouvriers, de service ou de secrétariat). La multiplication des emplois précaires (CES, emplois jeunes) permet d'assurer à bon marché des tâches qui reviennent à l'État sans augmenter le nombre de fonctionnaires. Cela introduit aussi la précarité au milieu d'un personnel jusque-là protégé par un statut bien défini, autre façon de mettre « l'esprit d'entreprise » dans l'Éducation Nationale.

### • Le service universel

L'idée de service universel est promue par la commission de Bruxelles. Il s'agit finalement du noyau dur du service public, celui qui ne peut être privatisé. Il correspond soit à une activité non rentable mais nécessaire, soit à une activité qui, si elle était totalement privatisée, serait inaccessible financièrement au plus grand nombre. Mais pour cette dernière hypothèse, il ne s'agit pas de philanthropie puisque le minimum indispensable (apprendre à lire écrire et compter, recevoir du courrier, maintenir une santé correcte...) est payé par l'impôt.

Au delà de ce service minimum, les activités de service public doivent rentrer dans la sphère marchande. L'exemple récent des télécommunications est le plus éclairant. Par delà les alternances politiques, en 10 ans France Télécom a bien été privatisé.

Comment cela est-il possible en matière d'éducation ?

L'idée de service minimum a été nettement argumenté en 1996 par Roger Fauroux<sup>5</sup> dans un rapport remis au ministre de l'époque F. Bayrou ; regrets que le système éducatif soit cylindrique et non pyramidal (en clair pas assez sélectif), proposition de formation ressemblant au « kit de survie » américain étaient les éléments saillants de ce rapport. La tentative avortée de révision de la loi Falloux par .../...

1) 80% des heures supplémentaires sont imposées aux enseignants pour nécessité de service ; elles sont payées sur 9 mois à un taux inférieur à une heure « normale »

2) Interview au journal « les Echos » (03/02/98) « Je veux instiller l'esprit d'entreprise dans le système éducatif ». Parlant de la formation, Claude Allegre y affirme « je suis convaincu qu'il s'agit du grand marché du XXIème siècle »

3) L'école, grand marché du 21ème siècle, Gérard De Seylis, Le Monde Diplomatique, Juin 98

4) les 3300 postes annoncés correspondent à des transformations d'emplois d'enseignants exerçant déjà (des maîtres auxiliaires reçus aux concours par exemple). Il n'y aura donc pas ainsi d'enseignants supplémentaires dans les établissements.

5) ancien ministre de F. Mitterrand et M. Rocard ; éminence de la fondation Saint Simon.

## ÉDUCATION : UNE POLITIQUE ALLEGREMENT LIBÉRALE

suite

François Bayrou et les difficultés politiques de J. Chirac mettront, et ce projet, et le référendum prévu dans les placards. Si Claude Allegre n'a pas utilisé ce rapport, il n'en reçoit pas moins les félicitations de son auteur<sup>6</sup>; les deux hommes partagent la même aversion pour les enseignants et leur syndicat majoritaire ainsi que la même vision des modifications à apporter au système éducatif.

Une des premières caractéristiques des discours ministériels est l'absence de toute référence aux fameux « 80% d'une classe d'âge au niveau bac », de tout énoncé d'objectif quantitatif d'élévation du niveau de formation. Au contraire il se contente de bien peu en présentant la scolarité obligatoire à 16 ans comme un « acquis déterminant de cette fin de siècle »<sup>7</sup> alors que cela date de plus de 20 ans et que depuis environ 65% des jeunes obtiennent le bac. Il se félicite même de la baisse du nombre d'étudiants<sup>8</sup> en 98.

Le collège, dont chacun reconnaît pourtant qu'il est le maillon faible du système, n'a pour l'instant fait part de

peu d'attention<sup>9</sup>; si ce n'est pour approuver la « réforme Bayrou ». Ainsi, il n'y a maintenant plus de directives nettes sur l'horaire de certaines matières enseignées mais des « fourchettes horaires »; Le collégien de Pau peut avoir 5h30 de français par semaine tandis que celui de Valenciennes en a 4h. Non seulement cela institutionnalise la fin de l'égalité de traitement des élèves sur tout le territoire, mais cela entraîne de plus une la diminution généralisée des horaires d'enseignement, car les dotations horaires attribuées aux établissements sont calculées à partir des horaires les plus bas.

La diminution des horaires d'enseignement est donc déjà effective en collège, elle est programmée en lycée et détaillée dans le « rapport Meirieu ». Les propos démagogiques sur la diminution du temps de travail ne doivent pas faire illusion. Cela est en cohérence avec le « kit de survie » ou « SMIC culturel » ou autre savoir de base<sup>10</sup>. Il montre un renoncement à l'élévation du niveau culturel de la

population (et permet de singulières économies budgétaires, Maastricht et Amsterdam obligent).

D'ailleurs les « élites » qui expliquent que les programmes scolaires sont trop encyclopédiques, les horaires trop chargés, les options trop nombreuses ne font pas ce choix-là pour leurs enfants, bien au contraire. Pour eux ils choisissent le plus d'options possibles et les inscrivent à des activités artistiques et culturelles en dehors de l'école.

Ainsi les enfants des banlieues, des campagnes, des milieux défavorisés auront le service universel d'éducation; les enfants de riches auront les compléments nécessaires payés par les familles.

Caricature ? Pourtant Ségolène ROYAL propose que dans les collèges en ZEP (zone d'Education Prioritaire) les enfants de 6ème n'aient que 2 manuels réunissant l'un les disciplines scientifiques, l'autre les disciplines littéraires. □

(à suivre)

6) Le Figaro Magazine, 14/02/98

7) La charte pour bâtir l'école du XXIème siècle, texte présenté le 27/08/98 par C. Allegre et S. Royal.

8) Interview au journal le Parisien 09/98

9) Au moment où ces lignes sont rédigées, S. Royal annonce une consultation dans les collèges.

10) Principes de références destiné à servir de base à l'organisation et au contenu des études dans les lycées, texte adressé aux commissions des affaires culturelles du sénat et de l'assemblée nationale.. Le savoir de base d'un lycéen consiste par exemple à savoir lire un tableau de chiffres, ce que pratiquement tous les élèves de troisième savent déjà faire. Bonjour l'ambition !

## DEUX CROCODILES DANS LE MÊME MARIGOT

par Amaury Couderc

La direction du PC a regroupé l'Humanité et l'Humanité Dimanche pour cause de "contraintes financières" (lire : perte de lecteurs beaucoup trop importante !).

La disparition prochaine du Quotidien de la République (financé pas le PS) montre qu'il n'y a pas de place pour deux, voire trois journaux au service de la politique du gouvernement.

Libération et Le Monde remplissent très bien ce rôle au mieux des intérêts du capital financier.

En restant à la remorque du PS les dirigeants communistes entraînent leur presse et leur parti dans la spirale de l'échec.

L'isolement du PC à l'approche des élections européennes pousse inexorablement ce parti dans les bras du PS. De même qu'il n'y a pas de place pour deux journaux pro gouvernementaux, il n'y a pas de place pour deux partis remplissant la même fonction. Il est donc probable qu'il n'y ait qu'une seule liste PS, PC et MDC aux élections européennes.

A quand le congrès de Tours à l'envers ?

Et les militants communistes dans ce marigot ? □

## LE 3 DÉCEMBRE, L'ESSONNE PASSE À L'ATTAC !

par Philippe Nekkrouf

Le cycle actuel de crise économique mondiale ouvert, il y a plus d'un an déjà, par l'effondrement des bourses en

Asie, a révélé à quel point la mondialisation du capitalisme financier mettait en danger les populations et

leurs États en charge de l'intérêt commun...

.../...

## LE 3 DÉCEMBRE, L'ESSONNE PASSE À L'ATTAC !

suite

L'association ATTAC (Action pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens) est née ainsi à la suite d'un édito d'Ignacio Ramonet, "Désarmer les marchés", dans le Monde Diplomatique de décembre 97. C'était un appel à créer une ONG, à l'échelon mondial, capable de lutter contre l'emprise grandissante de la finance et des marchés sur la vie des citoyens.

L'abondant courrier reçu à l'époque a conduit la rédaction à prendre finalement l'initiative de lancer une association internationale se donnant pour but non seulement la production et la communication d'une information indépendante, mais aussi les moyens d'action pour une reconquête, par les citoyens eux-mêmes, de tous les terrains perdus au profit de la mondialisation financière, dans leurs aspects politiques, économiques, sociaux et culturels... Pas moins !

L'association a donc été créée le 3 juin dernier avec la participation active d'un bon nombre d'associations<sup>1</sup>, de syndicats<sup>2</sup>, de journaux<sup>3</sup>, et de personnalités<sup>4</sup>.

ATTAC vient d'être lancée au Brésil et bientôt en Espagne et en Italie. Des contacts sont ou vont être pris pour la création d'ATTAC en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg, en Suède, en Norvège, en Finlande, en Ukraine, en Biélorussie, au Maroc, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Liban, en Inde, aux Philippines, en Indonésie, en Corée du Sud, au Mexique, aux USA, au Québec, ...

Ainsi ATTAC, par sa volonté d'implantation internationale, nous donne enfin les moyens de contrer les

La plate-forme d'ATTAC paraîtra dans un prochain numéro de "Rassembler à Gauche".

ravages de la mondialisation par des propositions alternatives : taxation du capital financier - exigence démocratique -, suppression des "paradis fiscaux" - moralisation financière -, re-régulation - inversion de la dérégulation actuelle -, nationalisation de certains moyens de production - régulation publique -, lutte contre les fonds de pension - exigence de solidarité -, répression de la spéculation, par la taxation des transactions financières, au bénéfice d'un véritable impôt mondial de solidarité pour des actions de lutte contre les inégalités et pour la promotion de l'éducation, la santé publique, la sécurité alimentaire, le développement durable, ...

L'association est bâtie sur un document fondateur (la "Charte de l'association ATTAC \*").

Elle compte déjà près de 4 900 adhérents en France - dont pas loin d'une centaine en Essonne ! - avec, en moyenne, 40 nouvelles adhésions par jour et une soixantaine de comités locaux.

ATTAC se donne dans un premier temps 4 objectifs :

1) Rassembler. Construire l'association localement partout où c'est possible...

2) Imaginer. L'association est un vrai terreau d'idées, à nous de les cultiver !

3) Changer. ATTAC n'est pas un cartel : la démocratie doit être un instrument unitaire...

Donc pas question de mener une OPA personnelle ou collective à travers l'association.

4) ATTAC-quer. Être à l'offensive pour mettre le rapport de forces de notre côté !

Pour réaliser ces objectifs, 4 pistes de travail sont proposées dès à présent :

1) Mettre en place un réseau scientifique pour analyser et comprendre :

- faire reculer le sentiment de fatalité ou les idées négatives;

- favoriser les lieux de rencontres chômeurs/salariés; etc...

2) Animer une exposition circulante pour informer, expliquer, débattre;

3) Organiser l'Autre Davos ou un Contre-Davos pour contester, populariser, avancer;

4) Prévoir un grand rassemblement international pour s'unir, faire pression, obtenir ...

Un climat nouveau est en train de naître autour de questions économiques et financières internationales trop longtemps confisquées aux citoyens. C'est ainsi que la coordination contre l'AMI a créé, en quelques mois, les conditions d'une prise de conscience des citoyens sur cette question, ce qui a finalement obligé le gouvernement à reculer.

Il faut à présent construire ATTAC, comme mouvement capable de renverser l'ordre établi en multipliant les adhésions, en créant le comité Essonne, en organisant localement à la fois des débats et des actions symboliques ...

Alors à très bientôt ! □

1) AC!, Droits devant !, MNCP, CEDETIM, CADAC, CRID, AITEC, Raisons d'agir, Amis de la Terre, Artisans du Monde,

2) CGT-Finances, SNPTAS Équipement CGT, UGICT-CGT, CFDT-Banques, FGTE-CFDT, SNUI-impôts, SNES, SNESup, SNUIPP, FSU, SUD-PTT, Syndicat de la Magistrature, Union syndicale Groupe des 10, Confédération générale des SCOP, Confédération paysanne, ...

3) Le Monde diplomatique, Politis, Charlie Hebdo, Témoignage chrétien, Pétition, Transversales/Sciences/Culture, ...

4) Ignacio Ramonet, Bernard Langlois, Philippe Val, René Dumont, Viviane Forrester, Gisèle Halimi, Daniel Mermet, René Passet, Jacques Robin, ...

**La création du comité Essonne se fera au cours d'une réunion régionale parisienne d'ATTAC le jeudi 3 décembre prochain à 19h00 à la Bourse du Travail (3, rue du Château d'Eau, Paris Xe).**

ATTAC, 9 bis rue de Valence, 75 005 Paris, téléphone : 01.43.36.30.54

## UNE CAMPAGNE DES EUROPÉENNES À GAUCHE, SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE

par Bernard Fischer

Les états majors politiques préparent les élections européennes de juin 1999. Nous en sommes déjà à la deuxième étape de la préparation.

La situation idéale à gauche serait une situation dans laquelle il y aurait d'une part une liste du parti socialiste et d'autre part une liste PCF Verts LCR Lutte Ouvrière. C'est déjà trop tard ou trop tôt, trop tard pour les élections européennes de 1999 et trop tôt pour les élections présidentielles de 2002.

Il y aura donc quatre listes à gauche, la liste du parti socialiste, la liste du parti communiste français, la liste des Verts et la liste Lutte Ouvrière LCR. Il y aura quatre listes et il n'y en aura pas d'autres. Il n'y aura pas en particulier de cinquième liste du parti des travailleurs et/ou de la coordination communiste du PCF, ensemble ou séparément. Il n'y en aura pas parce que cela ne correspond tout simplement pas à leur orientation politique. Même si une telle liste devait exister, elle ferait certainement 0,5 % des voix.

Pour les mêmes raisons, toutes les tentatives d'action contre la liste Lutte Ouvrière LCR ne sont plus à l'ordre du jour. Elles aboutiraient dans le meilleur des cas à une scission de la LCR.

Une autre certitude de la situation actuelle est relative à la tête de liste Lutte Ouvrière LCR, ce sera bien sûr Arlette Laguiller.

L'enjeu le plus important des élections européennes est le rapport de force entre d'une part la liste du PCF et d'autre part la liste Lutte Ouvrière LCR. Si la liste Arlette Laguiller passe devant la liste Robert Hue, cela provoquera une crise majeure du PCF et certainement son départ du gouvernement de la gauche plurielle.

La totalité des états majors politiques comprennent cette dimension majeure de la vie politique française. C'est le sens de la candidature Cohn Bendit et de son orchestration médiatique. On fabrique aujourd'hui un phénomène Cohn Bendit comme on fabriquait en 1994 un phénomène Tapie. Cela provoque simplement une anticipation de la crise dans la

mesure où cela entraîne une radicalisation du discours des Verts.

Le score de la liste Lutte Ouvrière LCR est donc bien un enjeu en soi. Il dépendra de sa capacité de création d'une dynamique autour d'elle. La campagne de la liste Arlette Laguiller sera-t-elle une campagne d'appareil ou bien regroupera-t-elle en son sein et autour d'elle toute une série de tierces forces, groupes et personnalités, disponibles aujourd'hui ?

C'est la raison pour laquelle nous proposons dès maintenant la constitution dans toute la France d'un réseau de comités de soutien à la candidature d'Arlette Laguiller. Ces comités de soutien poseront la question du débouché politique du mouvement social et la question du programme de la liste, pour une Europe démocratique et sociale, ouvrière et populaire, pour la régularisation de tous les sans papiers, nous sommes tous des citoyens d'Europe et du monde, pour une véritable politique de lutte contre le chômage par une véritable politique de réduction et de partage du temps de travail, pour une lutte radicale contre tous les scandales financiers de droite comme de gauche.

Le dernier point est le suivant. Cette conception de la campagne de la liste Arlette Laguiller n'est pas en aucun cas une orientation de soutien à l'union communiste internationaliste et à l'orientation politique de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière.

A l'inverse, il s'agit d'une intéressante et incontournable contribution au débat relatif à la stratégie de la construction d'un nouveau parti révolutionnaire de gauche, socialiste et démocratique, dans ce pays. L'hebdomadaire Lutte Ouvrière ouvrirait lui-même cette discussion par un célèbre éditorial immédiatement après le succès du score de la candidature Arlette Laguiller aux élections présidentielles de 1995. La direction de Lutte Ouvrière la ferait immédiatement.

Cette conception de la campagne de la liste Arlette Laguiller sera une occasion majeure de la construction de l'alternative de gauche à la politique du gouvernement de la gauche plurielle. □

## LE PAYS DES HOMMES SANS DROIT

par Gérard Morlier

Lionel Jospin, le chef (du gouvernement), a décidé que plus de 60 000 personnes qui vivent dans notre pays depuis plusieurs années n'auront pas de papiers.

Sa décision est sans appel et ceux de la majorité plurielle qui voudraient la contester se font taper sur les doigts.

Les motivations, qui conduisent Jospin à refuser des papiers pour ces gens qui ont accompli une demande civique pour être régularisés, restent obscures.

Il prétend que la régularisation de tous les sans-papiers serait un encouragement à l'immigration clandestine, que la situation de l'emploi

en France ne permet pas leur intégration, que les refus de régularisation auraient été pris dans le respect des règles administratives et que les étrangers doivent s'y plier, c'est-à-dire, quitter le territoire, que la majorité des français approuvent.

Personne n'imagine que Jospin n'a pas mûrement réfléchi aux conséquences de sa décision. Ancien de l'ENA (qui forme des chefs, des sous-chefs et des commis) il sait construire les argumentaires, produire du discours et justifier l'injustifiable.

Il sait parfaitement qu'il n'a pas les moyens de chasser plus de 60 000 personnes, et délibérément il s'apprête à maintenir sur le territoire un nombre important de sans-papiers. De ce fait, il incite les employeurs de clandestins à exploiter ces personnes. Il les encourage à en faire venir d'autres qui seront sans droits, taillables, corvéables et jetables.

Il accorde une garantie supplémentaire pour obtenir la clandestinité qui permet la docilité, en donnant aux préfets le soin d'expulser au coup par coup un certain nombre d'irréguliers.

## LE PAYS DES HOMMES SANS DROIT

suite

Régulariser tous les sans-papiers ne provoquerait pas un afflux de clandestins, ne pas régulariser encouragera les filières maffieuses.

La régularisation de 76 000 personnes n'a pas provoqué une aggravation du chômage, bien au contraire, Jospin et Aubry n'ont cessé de clamer qu'ils ont fait baisser le nombre de demandeurs d'emploi dans les derniers mois (- 20 000 chômeurs par an). Même si nous contestons le caractère précaire des emplois créés, à l'évidence la régularisation n'a pas dégradé la situation.

Les conditions dans lesquelles les 144 000 demandes de régularisation ont été examinées par les préfetures sont scandaleuses.

L'arbitraire le plus total a prévalu. L'examen au cas par cas autorisait les préfets à refuser la régularisation à des personnes qui sont en France depuis 8 ou 10 ans, à d'autres qui sont mariées et

ont parfois des enfants, d'autres encore qui craignent pour leur sécurité en cas de reconduite dans leur pays.

A chaque fois les mêmes arguments sont avancés par les préfets : "insertion insuffisante", "ne peut prouver la continuité de son séjour en France" ou "inexistence de ressources régulières".

Quant à prétendre que la majorité des français donnerait raison au premier ministre et à son gouvernement, les sondages indiquent que 48% de la population se prononce contre la régularisation.

Parions que ces personnes, qui servent d'assise à la fermeté du premier ministre, font plutôt partie de l'électorat de droite et d'extrême droite.

La régularisation des sans-papiers est une décision politique qui va dépendre, pour l'essentiel, de la lutte que mènent les sans-papiers et leurs soutiens, des rapports de forces qui évoluent en

## Campagne pour le droit au retour des palestiniens

11 décembre 98 : organisation d'un colloque international à l'UNESCO sur le droit au retour.

12 décembre 98 : grande marche pour la Palestine (clôture de la campagne)  
15 h RER Luxembourg vers République

Renseignements : 43 bd Auguste  
Blanqui 75013 Paris  
Tél 01.43.72.59.38, Fax 01.43.72.90.90

fonction des enjeux électoraux, des campagnes de sensibilisation auprès de l'opinion publique.

La fermeté et le mépris de Jospin trouvera sa limite dans la mobilisation de ceux qui veulent que notre pays soit le pays des droits de l'homme et pas celui où des hommes pourraient ne pas avoir de droits. □

## "TÊTES À CLAQUES"

par Amaury Couderc

Les socialistes sont au pouvoir, leur priorité : le chômage.

Au moment où des dizaines de milliers de "citoyens" errent dans nos rues sans domicile, où des centaines de milliers d'autres sont sans travail, les socialistes tiennent leur "convention Entreprise". Le contexte social devrait pousser chaque socialiste, chaque militant en position de dire ce qu'il veut à s'exprimer, le fait que leur direction soit "aux affaires" donc en position d'agir devrait renforcer cette volonté.

Las, l'écroulement de la participation des adhérents au vote du texte présenté par la commission des résolutions (dont les membres étaient eux-mêmes pour la plupart aux abonnés absents) montre, s'il en était encore besoin, que les militants de ce parti qui pensent encore pouvoir faire bouger les choses de l'intérieur ne servent en réalité que de "faire valoir démocratique" à une équipe dirigeante qui a délibérément fait d'autres choix, choix qui n'ont rien à voir avec le socialisme, pas même avec la social-démocratie. Lorsque Jean-Luc Mélenchon, leader de la Gauche Socialiste, s'interroge dans

"A Gauche" pour savoir si les militants de son courant n'ont tout simplement pas servis de "têtes à claques" à l'occasion de cette convention, qu'il se rassure, après avoir tendu la joue

## VOLPONE TIRE SUR LES AMBULANCES



Règlement de compte  
rue de Solférino

droite, il leur restera encore à tendre la joue gauche... mais après ?... □

## **IRAK : LE SCANDALE DE L'EMBARGO CONTINUE**

par Michel Goffin

La guerre du Golfe, c'était il y a 7 ans. Mais elle continue à faire des milliers de victimes. Une délégation belge s'est rendu sur place pour nouer des contacts et tenter ainsi de sortir les irakiens de leur isolement forcé.

Le lion de Babylone ne symbolise pas la force. L'homme qu'il semble terrasser, résiste. De son bras gauche, il repousse la mâchoire et du droit, il écarte la patte meurtrière. C'est l'histoire que raconte notre vieux guide à Babylone, un des berceaux de la civilisation moderne : constitution (code d'Hammurabi, 1750 ans avant Jésus-Christ), administration centralisée, système judiciaire, prémices d'un système bancaire, utilisation de l'asphalte (650 avant JC),...

Cette histoire imprègne, aujourd'hui encore, la fierté d'un peuple qui a conscience de son originalité au sein du monde arabe et du rôle qu'il peut jouer à la frontière de l'Orient et de l'Occident.

La délégation du Comité de coopération belgo-irakien, accompagnée de syndicalistes CSC et FGTB et de responsables de Rencontres pour la paix, écoute avec attention cette leçon de modestie que devraient entendre les chantres de la suprématie occidentale. La visite à Babylone, ce sont quelques heures de respiration dans une mission-éclair de 5 jours en Irak, début avril 1998. Quelques heures de détente qui permettent un autre regard sur les effets de l'embargo qui frappe, sans raisons acceptables, un pays et un peuple.

### **Régression**

La destruction du potentiel industriel et énergétique a provoqué un haut taux de chômage (60% dans l'industrie) et le retour à la terre, dans les plaines fertiles irriguées par le Tigre et l'Euphrate. Mais, pour un peuple qui a connu l'essor industriel et technologique, le développement de l'agriculture n'est pas synonyme de victoire sur l'avenir, mais plutôt de retour à une économie de survie, avec son cortège de petits commerçants le long des routes, et de retour à la tradition voire au religieux.

Bref, cette forme de régression qui perdure inquiète les autorités et devrait inquiéter la communauté internationale. Car les jeunes adolescents et adultes, qui ne connaissent que la guerre du Golfe et l'embargo, manifestent de plus en plus une haine sans discernement à l'égard de l'Occident.

### **Dynamisme syndical**

L'Irak constituait un autre modèle de développement pour la communauté arabe. Dès 1929, le syndicalisme existait et l'Irak était le premier pays arabe à être membre de l'Organisation International du Travail, dès 1932. Aujourd'hui encore, leur président est membre du bureau de l'OIT au nom de la communauté arabe.

Les quelques heures passées avec les responsables des syndicats irakiens montrent leur attachement au système social de leur pays, au sein duquel ils jouent un rôle essentiel au niveau de protection sociale et de l'organisation de la solidarité quotidienne : leur réseau de coopératives facilité, dans le contexte de l'embargo, la distribution des colis alimentaires

dans les villes, l'organisation des consultations médicales et l'accès aux médicaments. Ils appellent à l'amplification des contacts avec les syndicats belges et européens pour relancer le dialogue progressiste euro-arabe.

### **Contacts politiques**

Au plan économique, la délégation, présidée par Jean-Jacques Viseur, parlementaire fédéral PSC, a rencontré Tarek Aziz, vice-premier ministre, ainsi que les ministres de la santé publique, de l'enseignement supérieur, des transports et communications, de l'industrie. Les discussions ont porté sur l'acceptation par les irakiens des résolutions de l'ONU. Ils ont apprécié l'impartialité du nouveau secrétaire général, Kofi Annan, dans le règlement de l'inspection des sites présidentiels.

La délégation a manifesté auprès des différents ministres le rôle qu'elle joue en Belgique et en Europe pour la levée de l'embargo et pour la reprise de relations politiques, économiques et culturelles indépendantes des Etats-Unis. Au cours des entretiens, différents protocoles d'accord ont été signés pour développer les échanges de formation entre les deux pays : stages de mise à niveau pour les médecins, échanges scientifiques en matière de sciences humaines.

La volonté du peuple et du gouvernement irakien de sortir de l'impasse est grande. La Belgique et l'Europe ont les clés en main pour forcer l'histoire en ce sens. Le mouvement ouvrier est un acteur principal de cette voie nouvelle, qui semble se dessiner aujourd'hui. □

## **INTERNATIONAL - INTERNATIONAL - INTERNATIONAL - INTERNATIONAL - INTE**

Envoi de Michelle Dospital, membre du comité de rédaction de "Rassembler à Gauche", actuellement au Nicaragua

Chers amis,

Le peuple nicaraguayen vient d'être frappé par une catastrophe dont l'ampleur est encore difficile à évaluer. Une semaine après les ravages causés par l'ouragan Mitch, un bilan provisoire fait état de plus de 4000 morts, 2000 disparus et 800 000 personnes ont tout perdu ou presque. L'agriculture, seul moyen de subsistance pour la majorité de la population, est ravagée. La destruction des routes et des ponts laisse de très nombreuses villes et communautés dans un isolement total.

Une importante aide internationale d'urgence commence à être mobilisée. Elle arrive difficilement jusqu'aux sinistrés, dont une grande partie est laissée à son sort, sans alimentation, sans eau potable, sans soins médicaux et exposés aux épidémies. Le ravitaillement est assuré par un nombre insuffisant d'hélicoptères.

Comme d'habitude, les plus touchés sont les populations les plus précaires, laissés pour compte de la course à la compétitivité. L'absence de ressources les force à s'établir de façon incontrôlée au bord des cours d'eau, ou autres zones à risques.

Plusieurs milliards de francs seront nécessaires pour reconstruire le pays, un effort hors de portée pour un pays aussi fragile que le Nicaragua.

Nous savons que beaucoup d'entre vous souhaitent apporter leur aide sans savoir comment le faire. Nous nous sommes réunis au sein du Comité des Français Résidents au Nicaragua afin de participer à la reconstruction d'une ou plusieurs communautés. Nous identifions actuellement des zones et des projets prioritaires en liaison avec des partenaires locaux et nous déciderons à court terme de l'utilisation des fonds récoltés. Nous vous tiendrons informés du ou des projets que nous appuierons et de leur exécution.

Pour soutenir notre action, nous vous demandons de faire circuler cette information et d'envoyer les dons au compte que le Comité de Solidarité avec le Nicaragua a mis à notre disposition :

**envoyer un chèque au nom du Comité de Solidarité avec le Nicaragua, 45 allée Aristide Briand,,  
91100 Corbeil,**

**ou bien virer l'argent sur le compte suivant : Crédit Mutuel CCM Corbeil, 3 rue Ferdinand Buisson,  
Compte 00026617141.**

Comité des Français Résidents au Nicaragua □

## **INTERNATIONAL - INTERNATIONAL - INTERNATIONAL - INTERNATIONAL - INTE**

**"Rassembler à Gauche" a de plus en plus de lecteurs; sa diffusion augmente régulièrement, cela entraîne des frais d'impression et d'envoi toujours plus importants.**

**Aujourd'hui, il ne nous est plus possible d'assurer l'envoi régulier de "Rassembler à Gauche" à ceux qui, nous pensons simplement par oubli, n'ont pas réglé leur abonnement. Nous savons que vous êtes tous sollicités pour de multiples activités militantes, néanmoins, si tu approuve notre démarche de**

**rassemblement à gauche, si tu apprécies ce que nous avons entrepris avec la parution régulière de notre journal, tu ne manqueras pas de régler rapidement ton abonnement (100 Fr.) en envoyant un chèque au trésorier Michel Galin, 4 bis Grande Rue, 91600 Savigny-sur-Orge.**

**La rédaction de "Rassembler à Gauche" compte sur toi et t'adresse, cher ami, son amical salut.**

**La rédaction de "Rassembler à Gauche"**